

Mini-dossier

Protection sociale gérée par les réfugiés

Les six articles de ce mini-dossier de RMF explorent comment les personnes déplacées trouvent leurs propres moyens de s'entraider, de combler les lacunes de l'aide officielle ou de se porter assistance de manière mieux adaptée. Les données collectées en Ouganda, au Kenya, en Allemagne et en Indonésie révèlent les diverses méthodes, formelles ou informelles, auxquelles les réfugiés recourent pour fournir protection et assistance à leur communauté. Ces articles analysent également comment les acteurs humanitaires extérieurs peuvent forger des partenariats efficaces avec les organisations communautaires dirigées par et pour les réfugiés.

Ce **mini-dossier de 16 pages** est disponible en ligne en français et en anglais sur www.fmreview.org/fr/economies. Sa version imprimée est uniquement disponible en anglais.

Pour obtenir la version imprimée de ce mini-dossier, veuillez écrire aux rédactrices en chef

Protection sociale gérée par les réfugiés : remodeler l'assistance aux réfugiés

Evan Easton-Calabria et Kate Pincock
(Université d'Oxford)

Parajuristes réfugiés

Musenga Tshimankinda Christian
(Parajuriste réfugié)

Kobciye : autonomiser les réfugiés somaliens à Nairobi

Afrah Hassan (Kobciye)

sur fmr@qeh.ox.ac.uk ou l'imprimer vous-même ici : www.fmreview.org/fr/economies/protection-sociale.pdf. Tous les articles de ce mini-dossier sont également disponibles en ligne sous forme individuelle, dans les deux langues susmentionnées, au format HTML, PDF et (en anglais uniquement) audio.

Ce mini-dossier est publié dans le cadre du numéro 58 de RMF, disponible gratuitement en anglais, en arabe, en français et en espagnol. Si vous souhaitez recevoir des exemplaires imprimés du numéro complet de RMF, veuillez écrire aux rédactrices en chef sur fmr@qeh.ox.ac.uk.

Ce mini dossier a été produit en collaboration avec le projet du RSC intitulé « The Global Governed? Refugees as Providers of Protection and Assistance », dirigé par le professeur Alexander Betts et soutenu par le Global Challenges Research Fund de l'ESRC-AHRC.

Organisations dirigées par des réfugiés à Berlin

Jennifer Wood, Evan Easton-Calabria et Yahya Alaous
(Consultante en éducation / Université d'Oxford / Journaliste)

Initiatives éducatives dirigées par des réfugiés en Indonésie

Thomas Brown (Same Skies)

Enseignements tirés d'organisations communautaires dirigées par des réfugiés LGBTIQ

Hester K V Moore (Consultante pour RefugePoint/ Bureau du HCR à N'Djaména)



Protection sociale gérée par les réfugiés : remodeler l'assistance aux réfugiés

Evan Easton-Calabria et Kate Pincock

L'aide et l'assistance que les réfugiés s'apportent mutuellement est un élément central de la vie d'un grand nombre de personnes déplacées. Reconnaître cet état des choses permet de remodeler le soutien aux personnes déplacées d'une manière plus durable et plus valorisante.

La « protection sociale » se rapporte généralement aux programmes et aux politiques visant à réduire la pauvreté, la vulnérabilité et les risques que les populations peuvent rencontrer. Traditionnellement, il s'agissait d'initiatives dirigées par l'État. Toutefois, depuis peu, ce terme est devenu courant dans le domaine du développement international, dans le cadre duquel les acteurs internationaux s'efforcent d'atténuer la pauvreté, tant en collaboration avec les États, qu'en l'absence de ces derniers.

La protection sociale pour les réfugiés inclut également les efforts déployés par les communautés de réfugiés elles-mêmes pour s'enstraire. Une recherche conduite en Ouganda et au Kenya¹ révèle comment les réfugiés œuvrent à soutenir leur communauté, la protéger, la défendre et transformer ses perspectives. Cette assistance, que nous appelons « protection sociale gérée par les réfugiés », englobe des activités pour combattre les vulnérabilités, par exemple en fournissant de la nourriture, un abri, une éducation et des soins de santé, mais aussi des activités de plaidoyer et la transformation des structures locales et internationales qui en résulte, comme par exemple les lois et les systèmes humanitaires, qui peuvent entraver, plutôt que faciliter l'accès des réfugiés à de telles fournitures.

La protection sociale gérée par les réfugiés

En règle générale, les acteurs humanitaires partent du principe que la protection sociale au Kenya et en Ouganda est intégralement assurée par les initiatives publiques, les entreprises sociales et les acteurs de la société civile. Cette hypothèse pose de sérieux problèmes et elle est alimentée par une perception des réfugiés comme étant des bénéficiaires passifs de l'assistance, une représentation qui a maintenant été démystifiée. Bien que les recherches sur les réfugiés et l'élaboration des politiques accordent de plus en plus d'importance à la reconnaissance et à la confirmation du pouvoir d'action des réfugiés, la protection sociale gérée par les réfugiés reste un sujet encore trop peu exploré par les universitaires, les décideurs et les praticiens.

Personne ne répond aux besoins élémentaires des réfugiés établis en milieu urbain, par exemple

l'alimentation et l'abri, si bien qu'ils doivent trouver les moyens de devenir autonomes. Cependant, la concurrence au sein des économies locales, la discrimination, le manque d'accès aux permis de travail et la reconnaissance limitée, ou inexistante, de leurs qualifications étrangères peuvent rendre particulièrement difficile cette quête d'« autonomisation » individuelle. Les groupes et les organisations formels et informels dirigés par des réfugiés offrent à leurs homologues des moyens de s'appuyer sur des réseaux d'assistance, et de contribuer à ces réseaux, qui dépassent les moyens limités du HCR (l'agence des Nations Unies pour les réfugiés) et de ses partenaires. Notre recherche au Kenya et en Ouganda a observé que ces systèmes de soutien peuvent s'organiser autour de la solidarité tribale, ethnique ou nationale, comme en témoignent certaines organisations telles que la communauté de Banyamulenge à Nairobi et l'Association de la communauté somalienne à Kampala, ou peuvent être de nature confessionnelle, comme en témoignent les mosquées et les églises de ces deux villes qui organisent des collectes pour les familles de réfugiés.

Aux côtés du soutien religieux et culturel moins structuré, on trouve des organisations communautaires, formelles et informelles, établies par les réfugiés. Ces organisations revêtent de nombreuses formes, et certaines sont liées aux réseaux de soutien culturel et religieux informels décrits ci-dessus. À Nairobi, des entreprises sociales dirigées par des réfugiés, telles que L'Africana, forment tant les réfugiés que les autochtones aux arts et à la confection vestimentaire, et réinvestissent les bénéfices de la vente de leurs produits dans des projets qui aident les enfants vulnérables des communautés locales et de réfugiés en payant leurs frais scolaires. Dans la même veine, URISE à Kampala propose des formations aux jeunes, y compris dans les domaines de l'infographie, de l'impression sur T-shirt, de la musique, de la vidéographie et de l'informatique, dans l'objectif de leur transmettre les compétences qui leur permettront de subvenir à leurs besoins et de se bâtir un avenir meilleur. D'autres groupes, tels que RefugeeCare à Nairobi, se consacrent

juin 2018

www.fmreview.org/fr/economies/protection-sociale.pdf

à la distribution d'aliments et de vêtements aux réfugiés dans le besoin. D'autres encore, à l'instar de Kobciye à Nairobi et de Hope for Refugees in Action à Kampala, dirigent des coopératives d'épargne et de prêt, et des programmes de formation à l'entrepreneuriat pour permettre à leurs membres de démarrer leurs propres initiatives génératrices de revenus.

À Nairobi, des groupes tels que Tawarkal et Save World Trust fournissent des services de conseil et de traumatologie aux réfugiés pour qui il est extrêmement difficile de surmonter un traumatisme et d'affronter leurs problèmes psychologiques. D'autres activités se rattachent à l'activisme politique : des militants sud-soudanais déplacés travaillent à la fois à Kampala et à Nairobi pour coordonner des activités de consolidation de la paix dans leur pays d'origine, tandis que la Fédération des Congolais de l'étranger œuvre pour changer l'image de son pays et plaider en faveur de la fin des conflits. Ces activités constituent une protection sociale qui dépasse l'échelle individuelle, dans la mesure où l'amélioration de la sécurité des pays d'origine permet aux réfugiés de se rapatrier, tandis que les efforts de consolidation de la paix et de plaider se concentrent souvent sur la construction ou la reconstruction des services sociaux nationaux.

Même dans les camps et les installations, où l'assistance formelle est plus facilement disponible et accessible, les réfugiés trouvent également leurs propres moyens de s'entraider et de soutenir leur communauté. Dans l'installation de Nakivale, une organisation communautaire met à profit les compétences professionnelles d'un docteur et d'un avocat, tous deux réfugiés, pour traiter les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) chez elles la nuit, pour éviter la stigmatisation rencontrée dans la clinique du camp. Comme l'homosexualité est illégale en Ouganda et que le personnel de la clinique du camp se compose d'Ougandais, les personnes LGBTI courent le risque d'être discriminées et même persécutées

si elles sont identifiées ; cette organisation communautaire comble donc une importante carence dans l'assistance à un groupe de réfugiés marginalisés. La Fondation Wakati forme de jeunes hommes inactifs à la construction pour qu'ils aident à construire des logements pour les familles vulnérables qui devraient sinon dormir sous des bâches en plastique. Enfin, des groupes informels de femmes somaliennes accueillent les nouveaux arrivants et offrent de la nourriture, un abri et de la chaleur à ceux qui arrivent lorsque les bureaux du HCR sont fermés.

De nombreux réfugiés nous ont confié que, lorsqu'ils ont besoin d'aide, ce n'est généralement qu'en dernier recours qu'ils font appel aux fournisseurs officiels d'assistance. Que ce soit au Kenya ou en Ouganda, l'immense quantité de cas que doivent traiter les agences dissuade les réfugiés de solliciter les services officiels ; les réfugiés nourrissent également des inquiétudes quant à la corruption. Qui plus est, les personnes interrogées citent le caractère impersonnel de ces services et l'absence d'investissement réel dans l'avenir des réfugiés comme deux raisons importantes pour lesquelles ils préfèrent les groupes locaux de plus petite taille. Là, les réfugiés reçoivent une assistance apportée par des personnes qu'ils connaissent, dans le cadre d'une relation qui dépasse souvent celle du bienfaiteur et du bénéficiaire.

Mieux soutenir la protection sociale gérée par les réfugiés

Certaines activités de protection sociale gérées par les réfugiés bénéficient du financement d'acteurs internationaux : par exemple, depuis 2009, le UNHCR puise dans son Fonds de protection sociale pour offrir des petites allocations à des projets conçus et mis en œuvre par les réfugiés eux-mêmes, appelés aussi « projets d'auto-assistance des réfugiés ». Les organisations non-gouvernementales (ONG) travaillant avec les communautés de réfugiés ont souvent été critiquées pour leur compréhension simpliste



Ces jeunes réfugiés burundais dans le village de Kashojwa en Ouganda font partie de l'Association « Talented Orphan Refugees » (Orphelins, réfugiés et pleins de talent). « Nous apprenons l'anglais, nous fabriquons des paniers et des chapeaux, nous chantons ensemble, nous faisons du sport ensemble, nous sommes une famille maintenant. Nous vendons ce que nous fabriquons et nous partageons l'argent entre tous. À Kirundi, il y a un proverbe qui dit « Si nous travaillons tous ensemble, c'est la vie de tous que nous pouvons améliorer » ».

de ces communautés, qui ne tient nullement compte des contextes historiques, régionaux et nationaux plus généraux. En comprenant mieux les contextes dans lesquels la protection sociale gérée par les réfugiés est apportée, les acteurs externes peuvent également mieux comprendre les conditions dans lesquelles ils peuvent soutenir les réfugiés et forger des partenariats avec eux le plus efficacement possible.

L'un des grands défis cités par de nombreux groupes décrits ici est le manque d'accès à des partenariats composés d'acteurs puissants, dont les financements et les formations peuvent donner aux groupes des occasions de se développer, d'accroître leur impact et d'assurer leur viabilité. Au lieu d'inviter les réfugiés à participer en tant qu'agents d'exécution ou mobilisateurs pour des programmes prédéfinis, l'établissement de partenariats avec eux signifie que la protection sociale gérée par les réfugiés peut conserver les caractéristiques qui lui permettent de mieux se positionner pour atteindre les communautés pauvres.

En plus de comprendre quand et où un partenariat pourrait favoriser l'autonomisation, il est important de noter que des actions cohésives sont indispensables pour établir un programme de protection sociale transformateur (c'est-à-dire, un programme qui ne cherche pas seulement à protéger les personnes contre les risques liés à la pauvreté, mais qui s'attaque également aux causes structurelles de cette pauvreté). On peut observer ce besoin de solidarité dans la construction de consortiums d'organisations dirigées par des réfugiés. Ensemble, elles peuvent travailler en faveur de causes communes et, en principe, l'établissement de réseaux peut être un moyen de partager leur expertise et leurs connaissances, mais aussi « d'élever » des organisations moins établies. Le renforcement des réseaux peut rendre plus visibles et plus formelles les organisations dirigées par les réfugiés, et créer des possibilités de plaider. Toutefois, tandis que de tels efforts pour promouvoir la solidarité à Kampala et à Nairobi sont en cours, il est difficile d'atteindre une cohésion stratégique, notamment à cause de la méfiance. En effet, les réfugiés soupçonnent les partenaires d'exécution et opérationnels du HCR de coopter les idées des organisations de réfugiés, qui ont peu de recours pour s'y opposer. En conséquence, les organisations dirigées par les réfugiés sont moins enclines à faire appel aux organisations nationales et internationales desquelles elles pourraient, en théorie, recevoir des financements ou une autre forme d'assistance. En plus de renforcer les

silos dans lesquels les organisations de réfugiés travaillent souvent, cette méfiance exclut toute possibilité de sensibilisation à l'existence de ce type important de protection sociale.

Il existe également un risque que les organisations internationales perçoivent les activités de protection sociale gérées par les réfugiés comme un moyen d'économiser, en transférant leur travail à d'autres organisations (y compris celles qui manquent de ressources), ce qui pourrait également nuire à la qualité de l'assistance. Les organisations internationales et les partenaires locaux doivent demeurer conscients des inégalités entre les différentes formes d'assistance organisationnelle et prendre des mesures pour s'assurer que le travail indispensable des réfugiés est soutenu et valorisé comme il se doit.

Notre recherche remet en question l'idée que les organisations dirigées par des réfugiés sont des acteurs marginaux ; au contraire, elles jouent un rôle central dans la vie de nombreuses personnes déplacées. On ne peut pas sous-estimer le rôle que les réfugiés remplissent, non seulement en créant des filets de sécurité communautaires, mais aussi en créant de véritables opportunités de changement en faisant la promotion des communautés de réfugiés comme acteurs de l'assistance. Toutefois, l'efficacité de la protection sociale gérée par les réfugiés peut être assurée uniquement si elle continue d'être impulsée par les réfugiés eux-mêmes, étant donné qu'ils sont les mieux placés pour comprendre ces besoins. Les acteurs cherchant à établir des partenariats avec les organisations de réfugiés doivent préserver et valoriser la proximité des réfugiés avec les personnes qu'ils cherchent à aider ou, sinon, ils risquent de perdre ce qui en fait des acteurs si importants au sein du système humanitaire international en premier lieu.

Evan Easton-Calabria

evan.easton-calabria@qeh.ox.ac.uk

Chercheuse

Kate Pincock *kate.pincock@qeh.ox.ac.uk*

Chargée de recherche

Centre d'études sur les réfugiés, Département de développement international, Université d'Oxford
<http://bit.ly/RSC-TheGlobalGoverned>

1. « The Global Governed? Refugees as Providers of Social Protection and Assistance » est un projet de deux ans financé par l'ESRC-AHRC qui vise à documenter et comprendre les activités de plus de 60 initiatives dirigées par des réfugiés dans des zones urbaines (Nairobi et Kampala), des installations (Nakivale) et des camps (Kakuma). Professeur Alexander Betts dirige ce projet à titre de chercheur principal.

Parajuristes réfugiés

Musenga Tshimankinda Christian

Au Kenya, les réfugiés rencontrent de nombreux obstacles pour exercer leurs droits. Le travail des parajuristes, qui promeuvent et facilitent l'accès des réfugiés à la justice et sont eux-mêmes des réfugiés, offrent un service vital que de nombreuses ONG, dont le budget et le champ d'action sont limités, ne fournissent que partiellement.

Au Kenya, les réfugiés rencontrent de nombreux défis. En plus du long processus de reconnaissance ou de rejet de leur statut de réfugié, on peut également citer le manque d'accès aux documents et aux services, notamment les processus d'enregistrement des réfugiés, les permis commerciaux et de travail, les cartes d'identité, les comptes en banque, les numéros de sécurité sociale, les documents de voyage et les communications mobiles. Les réfugiés se heurtent également à d'autres difficultés sous forme de harcèlement par les forces de police, du manque général de connaissance des questions relatives aux réfugiés, des attitudes négatives et discriminatoires de la part des populations locales et des difficultés à faire reconnaître les qualifications étrangères.

Pour surmonter ces problèmes, certains réfugiés de Nairobi ont été formés en tant que parajuristes par l'organisation non gouvernementale (ONG) Kituo Cha Sheria, avec l'appui de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'agence des Nations Unies pour la migration (OIM), afin de soutenir leurs homologues réfugiés. Un parajuriste est une personne ayant soit une formation de juriste de base, soit une expérience juridique pratique plus exhaustive, et qui fournit une assistance juridique afin de faciliter l'accès aux droits et à la justice. Il travaille généralement sous la supervision d'un avocat, d'un cabinet juridique ou d'une institution juridique.

Les parajuristes réfugiés sensibilisent les groupes de réfugiés et les autorités publiques aux droits des réfugiés par le biais de forums, d'ateliers, de formations et de conférences et contribuent également au programme de renforcement des capacités des autorités afin qu'elles traitent les cas de réfugiés en bonne et due forme, notamment en ce qui concerne la conduite, l'interpellation, l'arrestation et la détention des migrants forcés, ainsi que les processus de délivrance ou de vérification des documents. Ils contribuent également aux activités de sensibilisation des représentants du gouvernement afin de renforcer leur connaissance des questions relatives aux réfugiés.

Les parajuristes réfugiés travaillent également à l'autonomisation de la communauté des réfugiés en les conseillant à propos de leurs droits et de

leurs obligations, y compris sur comment réagir lorsqu'ils sont interpellés, arrêtés ou détenus et comment s'adresser aux autorités en matière de documentation. Ils informent les réfugiés et les demandeurs d'asile à propos de leur demande d'asile et de leur statut de réfugié, leur donnent des conseils sur leur dossier, les orientent vers d'autres services et assurent le suivi de leur cas. Ils interviennent dans les postes de police, les prisons, et les lieux de détention pour solliciter la libération des réfugiés, des demandeurs d'asile et autres migrants forcés qui ont été arrêtés, et ils accompagnent les réfugiés qui se rendent dans des organisations et des institutions pour obtenir de l'aide sur diverses questions sociales (par exemple, pour signaler un crime dans un poste de police).

En tant qu'avocat, j'ai suivi une formation juridique et je me trouve donc dans l'obligation d'aider ma communauté ; c'est pourquoi je suis devenu parajuriste réfugié. Les parajuristes réfugiés peuvent entreprendre des tâches que les grandes ONG internationales peinent à accomplir, ou qu'elles n'entreprennent pas en raison de contraintes budgétaires, ou de leur champ d'action limité. Par exemple, je peux intervenir auprès des réfugiés (en particulier dans les situations d'arrestation et de harcèlement) à tout moment du jour ou de la nuit, y compris pendant les week-ends et les vacances ; les grandes organisations interviennent uniquement durant leurs heures et leurs jours de travail. Nous remplissons également un rôle de conseil, d'orientation et de suivi sur les dossiers en donnant notre opinion aux réfugiés, ce qui leur permet d'éviter de payer les coûts de transport pour aller voir ces ONG, dont les bureaux sont tous loin des lieux de résidence des réfugiés. Et surtout, les parajuristes réfugiés sont basés là où les réfugiés vivent. Nous traitons quotidiennement avec les réfugiés dans la mesure où la majorité d'entre nous sont également réfugiés et que nous vivons au sein de la même communauté. Dans la communauté où j'habite et je travaille, nous avons créé un forum grâce auquel les réfugiés peuvent partager leurs idées sur les questions juridiques et de subsistance.

Au cours de ma carrière en tant que parajuriste réfugié, j'ai porté assistance à un grand nombre d'autres réfugiés. Un réfugié congolais, qui

conduisait des affaires sans posséder de permis commercial, avait été arrêté au motif qu'il se trouvait à Nairobi de manière clandestine. Les autorités locales avaient précédemment refusé de lui accorder un permis commercial après avoir jugé qu'il ne disposait pas des papiers d'identité adéquats. Je suis intervenu pour obtenir sa libération en prouvant que ses papiers d'enregistrement (les papiers délivrés par les autorités et ceux délivrés par leHCR) lui avaient été remis à Nairobi, ce qui lui donnait donc le droit d'y résider. Suite à sa libération, je l'ai également aidé à obtenir un permis commercial afin qu'il puisse continuer à pratiquer ses activités en toute légalité à Nairobi.

J'ai également aidé une réfugiée somalienne qui vivait dans le camp de Dadaab en défendant son cas auprès du Secrétariat chargé des affaires des réfugiés (Refugee Affairs Secretariat, RAS) à Nairobi alors qu'elle était engagée dans des démarches complexes sur le plan logistique pour fournir des papiers en vue de se préparer à rejoindre sa mère, qui avait été réinstallée aux États-Unis. En intervenant en son nom, y compris en l'accompagnant au bureau du RAS, j'ai contribué à éviter tout retard dans ses diverses démarches.

Il reste encore de grandes mesures à prendre pour que la vie des réfugiés à Nairobi devienne juridiquement sûre. Les parajuristes réfugiés font actuellement pression auprès des autorités du Kenya pour qu'elles appliquent les dispositions de la Loi sur les réfugiés de 2006 afin que les réfugiés bénéficient d'une pleine protection au Kenya. Nous devons également plaider auprès du gouvernement pour qu'il facilite l'intégration locale, ce qui permettrait aux réfugiés de se sentir bienvenus et en sécurité, d'autant qu'un grand nombre d'entre eux ne peuvent pas retourner dans leur pays et que leurs chances de réinstallation sont faibles. L'un des moyens d'y parvenir serait d'établir un programme permanent de sensibilisation ciblant la police et les autres officiers des administrations publiques en vue de renforcer leurs capacités à traiter les cas de réfugiés. Les réfugiés comme les autorités gouvernementales doivent connaître les droits des réfugiés et avoir le pouvoir et les connaissances requises pour les défendre. Les parajuristes réfugiés de Nairobi travaillent pour que cette vision se concrétise.

Musenga Tshimankinda Christian
laface.musenga07@gmail.com
 Parajuriste réfugié, Nairobi

Kobciye : autonomiser les réfugiés somaliens à Nairobi

Afrah Hassan

Établi par un réfugié somalien réinstallé et aujourd'hui dirigé par ses enfants, le centre de ressources de Kobciye œuvre en faveur de l'autonomisation des réfugiés somaliens dans le quartier d'Eastleigh, à Nairobi.

Au début des années 90, mon père était l'un des millions de réfugiés fuyant la guerre civile qui embrasait alors la Somalie. Par rapport à beaucoup d'autres, il avait de la chance : il était instruit et capable d'obtenir une bourse d'études aux États-Unis, où il avait été réinstallé. Il a ensuite fait les démarches pour que sa jeune famille puisse le rejoindre, avant de s'installer finalement à Toronto, au Canada. Le fait d'avoir échappé à un conflit violent et de s'être installé dans une nouvelle communauté a instillé la passion qui l'a conduit à venir en aide à sa communauté natale. Tout a commencé en 1993, lorsqu'il a aidé la nouvelle vague de réfugiés somaliens qui arrivaient à Toronto après avoir échappé à la guerre, et son action se poursuit aujourd'hui à Kobciye, un centre de ressources communautaires qu'il a lui-même établi dans le quartier d'Eastleigh de

Nairobi, au Kenya. Dans les années qui ont suivi, et en dépit des difficultés à maintenir l'organisation sur pied, le centre de Kobciye a continué de se développer. Il doit son succès à son engagement auprès de la communauté et à sa capacité à acquérir une légitimité et à gagner la confiance des habitants d'Eastleigh.

Kobciye, qui signifie « autonomisation » en somali, est un centre de ressources qui aide les personnes vulnérables (y compris les réfugiés sans-papiers) parmi la communauté d'Eastleigh et propose des formations, par exemple une introduction à l'informatique, des cours de couture et de confection, et d'autres programmes également. Kobciye a pour objectif de transmettre des compétences qui permettront aux personnes de renforcer leurs capacités et qui leur offriront de nouvelles possibilités. L'organisation identifie les besoins de la communauté en

juin 2018

www.fmreview.org/fr/economies/protection-sociale.pdf

organisant de vastes consultations avec les parties prenantes, ce qui implique notamment d'organiser des événements favorisant un engagement prolongé et de travailler avec des partenaires établis dans la communauté.

Après le décès de mon père en 2012, ma sœur et moi sommes retournées à Nairobi pour tenter de poursuivre son œuvre. Comme nous nous étions réinstallées au Canada en tant que réfugiées à un très jeune âge, nous avions grandi dans un pays, une culture et une communauté totalement différents, et nous avons d'abord été stupéfaites par l'ampleur de la demande et de l'impact générés par Kobciye à Eastleigh. Bien que nous ayons toujours été conscientes des difficultés que les réfugiés somaliens rencontraient, en particulier au Kenya, nous avons dû entreprendre un processus d'apprentissage approfondi pour parvenir à comprendre véritablement les circonstances des réfugiés urbains. Une partie importante de ce processus d'apprentissage a consisté à apprendre à créer des programmes efficaces qui prenaient en compte et répondaient aux besoins de la population locale de réfugiés dans toute sa diversité. Eastleigh est une communauté dynamique de personnes aux origines diverses, qui cohabitent toutes dans une zone urbaine densément peuplée. Poursuivre l'œuvre de notre père, tout en nous adaptant aux besoins de la communauté, en acquérant une légitimité personnelle et en tissant des relations de confiance faisait partie intégrante de l'apprentissage.

En nous intégrant à la communauté et en nous familiarisant avec les problèmes qui comptaient pour ses membres, nous avons aidé Kobciye à continuer à se développer. Nos expériences personnelles, en tant que membres d'une famille d'immigrants de la première génération, nous ont donné une perspective unique pour développer de nouveaux programmes et maintenir la communauté engagée. Certains des défis transitoires que les réfugiés rencontrent au Canada sont comparables à ceux que les réfugiés rencontrent à Eastleigh, qu'il s'agisse d'accéder aux ressources ou de comprendre les cadres juridiques qui gouvernent leur existence. Dresser un parallèle entre nos expériences et celle des réfugiés d'Eastleigh nous a aidé à cibler nos programmes, mais aussi à nous positionner au sein de la communauté en général.

Des programmes adaptés

En plus d'être un centre d'affaires régional renommé, Eastleigh est également la destination de milliers de réfugiés qui cherchent à s'installer

sur le long terme ou souhaitent se réinstaller dans d'autres pays (en particulier occidentaux). De nombreuses personnes y ont établi des entreprises prospères et se sont relativement bien intégrées à la communauté locale ; d'autres peinent davantage, en particulier en dehors de l'infrastructure d'un camp de réfugiés formel. Comprendre ces facteurs a permis d'établir un cadre qui, à son tour, nous permet de comprendre les vulnérabilités et d'y répondre en ciblant les personnes qui bénéficieraient le plus de nos programmes.

Comme les taux d'instruction formelle sont plus faibles à Eastleigh que dans les communautés voisines, notre priorité est de transmettre à nos membres des compétences concrètes et applicables, y compris en informatique, en couture et confection, et en littératie financière de base. Par exemple, notre programme d'introduction à l'informatique vise à transmettre aux étudiants une connaissance élémentaire des fonctions informatiques, qu'ils peuvent ensuite développer en suivant d'autres formations. Nous proposons également un programme de couture et de confection qui complète le secteur textile dynamique d'Eastleigh et qui peut être un élément de transition permettant de saisir des possibilités d'emploi au sein de la communauté locale. Au cours de ces huit dernières années, Kobciye a dispensé une formation professionnelle à des centaines de Somaliens grâce à des programmes fiables et constants.

Depuis longtemps, la perception des réfugiés somaliens à Eastleigh est négative¹ et cette tension a culminé en 2014 avec une répression policière connue sous le nom de « Usalama Watch ». Cet événement a posé un grand défi à notre organisation. Nous avons répondu en passant de l'autonomisation et de la formation professionnelle au plaidoyer et à la sensibilisation, afin d'ouvrir un dialogue et de combattre en partie les perceptions négatives



Un séminaire hebdomadaire, organisé par Kobciye.

et les stéréotypes engendrés par l'offensive policière et sécuritaire. Nous avons organisé des forums de discussion avec les autorités locales et les bureaux politiques, des rassemblements condamnant les brutalités policières et promouvant la cohésion, et des expositions culturelles mettant en avant les contributions de chacune des communautés de notre région immédiate. Nous avons également produit de la documentation visant à faire taire certaines rumeurs négatives à propos de la population réfugiée urbaine, et plus particulièrement des Somaliens. Bien que les tensions soient en grande partie retombées aujourd'hui, la population réfugiée urbaine continue d'être affligée d'un stigmate social qui fait toujours

l'objet de contestations et de négociations au sein de la communauté d'Eastleigh.

L'impact de Kobciye a continué de s'accroître au sein de la communauté, la vision de mon père servant de feuille de route pour guider notre évolution et nos avancées. Je suis incroyablement fière et chanceuse de pouvoir diriger cette organisation, d'aider la communauté de laquelle je suis issue et de bénéficier du soutien continu de la communauté desservie par Kobciye.

Afrah Hassan afrah.abdullahih@gmail.com

Directeur, Kobciye www.kobciye.org

1. Voir Carrier N (2017) 'What Can We Learn From the "Little Mogadishu" Migrant Hub?' *Refugees Deeply* <http://bit.ly/Carrier-RefDeeply-Eastleigh>

Organisations dirigées par des réfugiés à Berlin

Jennifer Wood, Evan Easton-Calabria et Yahya Alaous

Beaucoup de personnes parmi les quelques 50 000 réfugiés syriens à Berlin continuent de dépendre en grande partie de l'assistance publique ; certains réfugiés ont également mis en place des initiatives communautaires actives et dynamiques en lesquelles ils ont trouvé un soutien supplémentaire.

En Allemagne, l'État apporte un soutien important aux réfugiés. Les personnes dont la demande d'asile est acceptée sont affectées à une ville particulière, acquièrent le droit de résidence temporaire et commencent leur processus d'intégration. En 2015, les nouveaux arrivants étaient initialement hébergés dans des gymnases d'école et d'autres abris d'urgence ; aujourd'hui, il existe des hôtels de longue durée pour réfugiés et des efforts sont continuellement déployés pour les aider à se trouver un appartement.

Une fois que le droit de résidence a été établi ou semble probable, les réfugiés suivent un cours d'intégration pour apprendre la langue et la culture, et se rendent également à leur première réunion dans une agence pour l'emploi pour découvrir leurs perspectives professionnelles. Les réfugiés au chômage reçoivent une indemnisation mensuelle pour couvrir leurs frais de subsistance. Les réfugiés bénéficient de l'assistance de la municipalité sous forme d'orientation locale, de services logistiques, tels que le transport et les ressources médicales, et l'accès à des organisations et des clubs. Toutefois, il est difficile de trouver un emploi sans qualification reconnue et sans parler l'allemand ; il est tout aussi difficile de trouver un logement décent, cette question étant déjà particulièrement problématique à Berlin pour les personnes

à faible revenu, avant même de prendre en considération les besoins des familles réfugiées.

En dépit du large soutien apporté par les organismes publics, les services dispensés souffrent de certaines défaillances et, dans de nombreux cas, des initiatives locales dans tout le pays cherchent à répondre à ces besoins non satisfaits. On dénombre aujourd'hui des centaines de projets, de réseaux et d'organisations, qui ont presque tous vu le jour depuis 2015.

Au départ, le soutien local apporté par les Syriens à Berlin consistait principalement à aider les réfugiés à accéder à une assistance d'urgence et à réaliser les diverses démarches bureaucratiques pour s'enregistrer et demander l'asile en Allemagne. Par exemple, dans les premiers jours de l'influx massif de réfugiés, des groupes de réfugiés syriens (souvent eux-mêmes récemment arrivés) se sont postés dans les principales gares allemandes pour donner aux nouveaux arrivants des plans, des instructions et des conseils pour s'enregistrer et trouver un abri.

Cependant, ces trois dernières années, cette assistance logistique axée sur les besoins quotidiens a progressivement évolué en une assistance culturelle, communautaire et créative pour répondre aux besoins psychologiques, émotionnels et personnels des réfugiés. Dans de

nombreux cas, ces actions initiales entreprises par les réfugiés sont aujourd'hui devenues des organisations allemandes enregistrées. Il existe en effet plus de 75 organismes d'assistance aux syriens en Allemagne¹ et notre recherche² en a identifié 10 à Berlin seulement.

Le Club culturel et sportif Salaam (Salaamkulturklub) en est un exemple. Ce club a été fondé par quatre Syriens (un universitaire, un juge, un journaliste et un interprète) ayant pris conscience que les réfugiés syriens avaient désespérément besoin de services de traduction et d'autres types de soutien logistique pour s'enregistrer en tant que réfugiés, postuler à un emploi et comprendre le complexe système administratif et éducatif allemand. Ce club offrait également un hébergement gratuit pour la nuit au moment du pic des arrivées de réfugiés en 2015, ce qui permettait aux réfugiés de rejoindre la longue file d'attente qui se formait le lendemain matin devant le bureau d'enregistrement voisin.

Au cours des dernières années, les activités d'assistance de Salaam sont devenues à la fois plus formelles et plus variées. Des conseils sont fournis sous la forme de présentations hebdomadaires sur différents thèmes, par exemple comment rechercher un emploi et se porter candidat, ou comment inscrire ses enfants à l'école. De plus, une présentation est consacrée chaque mois à des « témoignages de réussites », c'est-à-dire des réfugiés qui ont accompli quelque chose à Berlin, que ce soit obtenir un emploi ou atteindre un niveau plus élevé de maîtrise de l'allemand. Aujourd'hui, ce club anime également un café pour promouvoir l'échange entre cultures et un éventail d'autres services de soutien, dont la pratique linguistique, des activités sportives et de loisir (y compris pour les réfugiés handicapés), de même que des projets interculturels et créatifs.

Des objectifs divergents

L'une des organisations culturelles syriennes les plus établies à Berlin s'appelle Mada³. Elle se situe dans le centre culturel communautaire Ulme 35, dans un quartier calme de l'ancien Berlin-Ouest. Ce centre culturel met à disposition des espaces de travail et événementiels, et offre des occasions de collaborer avec des artistes et des activistes allemands. Fondé par Safi, un réfugié syrien, Mada se concentre sur le dialogue, l'art, la culture et la communauté en proposant un programme culturel incluant conférences, pièces de théâtre, films, jeux, lectures et expositions artistiques. Des événements ont lieu presque tous les jours, y compris des formations en langue allemande et des événements destinés aux enfants et aux familles,

de même que de nombreuses activités visant tant les participants syriens que non syriens.

L'idée de créer Mada est née en réaction à d'autres groupes culturels syriens de Berlin qui étaient plus conservateurs et qui ne représentaient pas, ou ne permettaient pas de vivre la culture syrienne de la manière dont Safi la comprenait. Cette situation est révélatrice d'une division qui est plus largement apparente parmi les organisations dirigées par des Syriens à Berlin : certaines cherchent à renforcer des visions conservatrices de la culture, de la religion et de la loi syriennes, tandis que d'autres visent à utiliser la culture syrienne pour promouvoir l'intégration des Syriens et la cohésion sociale entre Syriens et Allemands.

La première bibliothèque arabe de Berlin, Baynetna (qui signifie « entre nous »), est une autre initiative culturelle importante dirigée par des réfugiés⁴. Avec son équipe de bénévoles engagés, cette bibliothèque propose des livres en arabe aux lecteurs du quartier et promeut une meilleure connaissance de la culture et de la littérature arabes parmi les Allemands et les « Occidentaux ». Maher, un éditeur syrien réfugié qui est l'un des cofondateurs de Baynetna, a eu l'idée de créer une librairie en 2016 après avoir constaté le manque de livres arabes à Berlin. Il a démarré son projet dans les salles du centre allemand d'hébergement des réfugiés qui étaient utilisées pour l'enseignement et les réunions communautaires, parvenant à réunir petit à petit une collection de livres donnés. Ce projet organise également des événements littéraires réguliers, qui font souvent intervenir, tant des Syriens, que des Allemands, et s'efforce de les transformer en une occasion d'échange et d'apprentissage entre cultures. De cette manière, ce n'est « pas seulement une bibliothèque, mais aussi un salon littéraire », selon Dana, une autre cofondatrice.

En février 2018, la bibliothèque publique de Berlin a offert un espace partagé à Baynetna pour accueillir sa collection, qui est dorénavant ouverte au public quatre jours par semaine. Toutefois, les livres, les étagères et le mobilier doivent être débarrassés et remballés chaque semaine car la bibliothèque principale utilise toujours cet espace les autres jours de la semaine – un rappel constant que cet arrangement pourrait lui aussi être temporaire. Maher, comme de nombreux autres réfugiés cherchant à donner un sens à leur nouvelle vie, se rend chaque jour à la bibliothèque car elle lui rappelle son ancien travail d'éditeur en Syrie. Pour lui, les livres sont un puissant outil pour faciliter l'intégration des Syriens en Allemagne.

C'est en partie grâce à leur structure flexible et adaptable que les organisations et les initiatives dirigées par des réfugiés à Berlin réussissent aussi bien à répondre aux différents besoins de leurs homologues. Au fil du temps, de nombreuses organisations ont ajusté leurs activités en fonction des compétences de leurs bénévoles et de l'évolution des besoins et des intérêts des participants. Alors que Berlin était initialement envisagée comme un lieu de refuge temporaire, cette ville est aujourd'hui devenue le commencement d'une nouvelle vie et d'une nouvelle identité pour un grand nombre. Et pourtant, la majorité des organisations dirigées par des Syriens à Berlin ne se considèrent pas comme viables dans la mesure où elles sont principalement dirigées par des bénévoles et qu'elles dépendent de dons et d'autres sources de financement ponctuelles. Bien que cette situation mette en lumière le besoin de trouver des financements fiables qui leur permettront de poursuivre leur travail sur le long terme,

ces contraintes sont de bien des manières inévitables. En effet, ces organisations sont encore jeunes, tandis que l'histoire des Syriens à Berlin n'en est encore qu'à ses débuts.

Jennifer Wood jenn.m.wood@gmail.com

Consultante en éducation et formatrice à la méditation axée sur la pleine conscience, Berlin

Evan Easton-Calabria

evan.easton-calabria@qeh.ox.ac.uk

Chercheuse, Centre d'études sur les réfugiés et candidate de maîtrise au Département de développement international de l'Université d'Oxford
www.rsc.ox.ac.uk/people/evan-easton-calabria-1

Yahya Alaous yalous@gmail.com

Journaliste indépendant et chroniqueur, Sueddeutsche Zeitung

1. www.citizensforsyria.org
2. Cette recherche a été généreusement financée par une subvention de deux ans octroyée par la Toyota Foundation.
3. <http://bit.ly/Ulme35>
4. www.baynetna.de

Initiatives éducatives dirigées par des réfugiés en Indonésie

Thomas Brown

Les initiatives éducatives dirigées par des réfugiés à Java Ouest, en Indonésie, illustrent comment les communautés de réfugiés peuvent travailler avec des sympathisants pour combler les lacunes des services offerts dans les pays d'accueil, et démontrent une approche dirigée par la communauté de l'assistance aux réfugiés qui est à la fois valorisante et viable.

L'Indonésie autorise les demandeurs d'asile et les réfugiés à vivre sur son territoire jusqu'à ce qu'ils soient réinstallés par le HCR, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, mais elle n'offre aucun recours juridique permettant leur naturalisation et elle leur interdit également de travailler pendant leur séjour. En conséquence, environ 14 000 demandeurs d'asile et réfugiés vivent dans l'incertitude en Indonésie dans l'attente d'être réinstallés, souffrant d'un manque de droits formels et d'un accès limité aux services, tels que l'éducation. Face à la possibilité de voir leurs enfants manquer plusieurs années de scolarité à un stade critique de leur développement, des groupes de réfugiés hazaras originaires d'Afghanistan établis dans la province indonésienne de Java Ouest ont mis en place, de manière indépendante, plusieurs centres éducatifs pour servir leur communauté.

Les initiatives de ce genre sont beaucoup plus nombreuses qu'on ne l'imagine parmi les communautés de réfugiés du monde entier.

En adoptant une approche visant à renforcer les capacités des initiatives impulsées par les réfugiés et à leur fournir une orientation afin qu'ils puissent surmonter eux-mêmes les défis, plutôt que de le faire à leur place, il est possible d'autonomiser les réfugiés en mettant à profit leurs compétences et leurs expériences, tout en fournissant également des services absolument nécessaires d'une manière réactive et peu coûteuse. Après tout, ce sont les réfugiés qui connaissent le mieux les besoins de leur communauté et qui, dans la plupart des cas, présentent les compétences et l'expérience requises pour y répondre.

Ces dernières années, environ 2 500 demandeurs d'asile et réfugiés venus d'Afghanistan, du Pakistan et d'Iran, et d'origine ethnique hazara pour la plupart, se sont installés à Cisarua, une petite ville de montagne à Java Ouest à quelques heures de route seulement de Djakarta. Au contraire des autres réfugiés établis en Indonésie, qui bénéficient souvent de l'appui

juin 2018

www.fmreview.org/fr/economies/protection-sociale.pdf

de groupes d'assistance internationaux ou locaux, les réfugiés de cette région vivent de manière indépendante dans la communauté, principalement grâce à leurs économies ou aux transferts de fonds.

Le mouvement des initiatives éducatives dirigées par des réfugiés en Indonésie a commencé dans cette petite ville, avec le Centre d'apprentissage pour réfugiés de Cisarua (Cisarua Refugee Learning Centre, CRLC), qui a été établi en août 2014 par quatre hommes hazaras issus du monde des médias et des affaires. Ce projet a rapidement attiré l'attention de sympathisants extérieurs originaires d'Australie, qui ont fondé Cisarua Learning Limited (CLL), un groupe à but non lucratif qui soutient le centre. Suite au succès du CRLC, deux autres centres éducatifs à l'initiative de réfugiés ont été ouverts en 2015 par différents groupes de réfugiés hazaras : le Nid d'apprentissage pour les réfugiés (Refugee Learning Nest, RLN) et le Centre d'apprentissage pour les réfugiés (Refugee Learning Centre, RLC). Aujourd'hui, cinq centres éducatifs de ce type ont ouverts dans la région ; ils sont tous indépendants, mais appliquent tout le même modèle de base établi par le CRLC.

Ensemble, ces cinq centres éducatifs desservent environ 300 enfants âgés de 5 à 16 ans et proposent également des cours d'anglais pour les réfugiés adultes. Chaque centre est dirigé par des réfugiés bénévoles qui se chargent des tâches d'administration, de gestion et d'enseignement. Aux frais modestes facturés aux parents s'ajoutent des dons de groupes de bienfaiteurs ou de particuliers, généralement établis à l'étranger ou issus de communautés expatriées vivant en Indonésie. Certains de ces centres ont également forgé des relations solides avec des écoles internationales et des groupes de la société civile en Indonésie. On fait souvent appel aux membres de la communauté pour soutenir les écoles en mettant leurs compétences à contribution, que ce soit pour le nettoyage, la maintenance ou la construction. De plus, les membres de la communauté prennent pleinement part au processus décisionnel des écoles en participant régulièrement à des réunions.

Le programme accorde une priorité particulière à l'anglais, les réfugiés espérant pouvoir finalement se réinstaller dans un pays anglophone, ou dans un pays où l'anglais est une lingua franca. Une bonne maîtrise de l'anglais leur permettra non seulement de s'intégrer plus rapidement dans une nouvelle communauté d'accueil, mais aussi, selon eux, leur donnera de meilleures chances d'être réinstallés. L'utilisation de l'anglais est également importante pour l'inclusivité : alors que la plupart des enfants sont d'origine

ethnique hazara, tout comme leurs enseignants, un certain nombre d'étudiants est également originaire d'Irak, du Myanmar et du Soudan.

En plus de fournir un enseignement vital pour les enfants, ces centres soutiennent un ensemble d'activités qui profitent à la communauté plus large des réfugiés. En fonction des compétences que les bénévoles réfugiés peuvent apporter, ces centres soutiennent des cours d'anglais pour les adultes, des programmes sportifs, des ateliers de santé communautaire, des programmes de partage de compétences professionnelles, ou encore des cours d'art et d'artisanat pour les femmes réfugiées.

L'une des activités les plus populaires dans les centres d'apprentissage est le football, dont les étudiants tout comme les enseignants, sont particulièrement fêrus. Chaque centre dispose d'un entraîneur qui organise des séances d'entraînement et des matchs qui sont ouverts aussi bien aux femmes et aux filles qu'aux hommes et aux garçons. Ces activités jouent le rôle de réunions communautaires pour les participants et pour les spectateurs, et leurs bienfaits sur le bien-être psychologique des personnes impliquées ne doivent pas être sous-estimés.

En plus des centres d'apprentissage, il existe un certain nombre d'autres initiatives notables dirigées par des réfugiés dans la région de Cisarua. Le Groupe de soutien aux femmes réfugiées d'Indonésie (Refugee Women Support Group Indonesia), dirigé par une jeune femme hazara, se consacre à la confection de textiles et de bijoux. Ce groupe anime également des ateliers sur la santé (dont la santé reproductive) et l'hygiène, les violences sexuelles et sexistes, et la planification familiale. Il vend ses produits textiles sur des stands de Djakarta, mais aussi en Australie, par l'entremise d'une organisation à but non lucratif basée à Melbourne.

Grâce à de telles initiatives dirigées par des réfugiés, les bénévoles sont en mesure de mettre en pratique leurs compétences et d'avoir un impact sur leur communauté, tout en acquérant



Une jeune réfugiée bénévole donne des cours à ses étudiants dans le Centre d'apprentissage pour les réfugiés de Cisarua en Indonésie.

une expérience qui pourrait s'avérer utile pour obtenir un emploi une fois réinstallés. Ces centres d'apprentissage servent également de centres communautaires en agissant comme des lieux indispensables de socialisation et d'activités communautaires. Ils apportent une structure et de l'espoir dans la vie des réfugiés, ainsi que des avantages, tant sur le plan social, que psychologique, aux personnes traversant des circonstances difficiles et incertaines.

Dans le sillage de ces exemples établis à Cisarua, un certain nombre de centres éducatifs semblables ont vu le jour fin 2017 à Djakarta, un centre urbain majeur pour les réfugiés vivant au sein même des communautés indonésiennes.

Soutenir les initiatives locales

L'ampleur du soutien externe apporté à chaque centre éducatif de réfugiés est variable, certains recevant un soutien financier ponctuel de la part de donateurs privés, et d'autres, un soutien plus structuré qui englobe le mentorat, l'orientation et le renforcement des capacités.

En plus de fournir des financements à l'aide de campagnes de levée de fonds, le groupe de bienfaiteurs du CLL soutient le CRLC en mettant en relation les enseignants du centre avec des formateurs et des mentors par le biais de vidéoconférences et de visites sur le terrain, et leur a fourni des caméras et une formation multimédia pour leur permettre de documenter leurs activités, mais aussi d'être présents et actifs sur les réseaux sociaux. Les dirigeants du CRLC sont aussi parvenus très efficacement à susciter l'intérêt des médias locaux et internationaux (en particulier, australiens) et bénéficient d'une grande notoriété dans les cercles expatriés d'Indonésie, d'Australie et d'ailleurs.

Same Skies, l'organisation non-gouvernementale (ONG) suisse-australienne qui soutient le RLN et le RLC, a fourni un capital de démarrage aux centres, et elle concentre dorénavant ses efforts sur le renforcement des capacités des bénévoles réfugiés en matière d'élaboration de projets afin qu'ils deviennent essentiellement autonomes. Les bénévoles de Same Skies animent des ateliers de renforcement des capacités destinés au personnel des écoles, sur des thèmes tels que la formation des enseignants, la protection des enfants, la gestion financière, la résolution des conflits et les premiers secours. Cette approche a aidé deux écoles à renforcer leurs capacités générales en matière d'éducation et de gestion et, par là-même, à fournir des services de meilleure qualité, tout en renforçant parallèlement les compétences et la confiance des bénévoles.

Same Skies assure également un « coaching » à distance par le biais de réunions régulières par vidéoconférence qui servent à identifier les besoins dans les centres et à fournir des conseils et un soutien adaptés à l'équipe de bénévoles. Donner des conseils à distance est un choix à la fois économique et stratégique : cela évite de créer une présence physique permanente dans la communauté, de même que la dépendance qui pourrait en découler. Comme dans le CRLC, les bénévoles réfugiés du RLN et du RLC utilisent efficacement les moyens de communication numériques pour dialoguer avec les autres réfugiés, ainsi que les publics étrangers. Same Skies a soutenu cette approche en renforçant les capacités et en apportant des conseils en matière de marketing numérique et de stratégies de collecte de fonds, dans l'objectif de renforcer l'indépendance des centres à long terme. En conséquence, le RLC et le RLN sont parvenus à se forger un important suivi international et à l'exploiter pour attirer les dons par le biais de campagnes de crowdfunding en ligne.

Les institutions multilatérales telles que le HCR soutiennent également les modèles d'assistance dirigés par les réfugiés. L'initiative de Fonds de protection sociale pour la Malaisie du HCR soutient un ensemble de projets d'auto-assistance à petite échelle, conçus et mis en œuvre par des groupes de réfugiés. Ce fonds a apporté son appui à 320 projets, y compris des projets générateurs de revenus, des programmes de formation aux compétences et des initiatives de services communautaires tels que des centres communautaires, des salles de sport et de divertissement, et des services de garde et d'abri.

Les réfugiés participant à des initiatives communautaires de ce type démontrent une importante capacité d'action par leurs aptitudes à s'unir pour surmonter les obstacles qu'ils rencontrent, remettant ainsi en question la perception des réfugiés en tant que groupe impuissant ou dépendant de l'aide extérieure. Les initiatives éducatives dirigées par les réfugiés de Java Ouest, et la manière dont les groupes de bienfaiteurs caritatifs les soutiennent, démontrent toute l'efficacité de ce modèle d'assistance aux réfugiés, un modèle qui autonomise et qui renforce la résilience en utilisant et en développant le capital humain déjà présent au sein de la communauté des réfugiés.

Thomas Brown

Thomas.brown@student.adelaide.edu.au

Chercheur et directeur pays pour l'Indonésie, Same Skies www.sameskies.org

Enseignements tirés d'organisations communautaires dirigées par des réfugiés LGBTIQ

Hester K V Moore

À Nairobi, au Kenya, le travail des organisations communautaires dirigées par, et soutenant, des personnes réfugiées lesbiennes, gays, bisexuelles, trans*, intersexes et queer (LGBTIQ), ou en appui à ces dernières, peut fournir d'importantes informations sur la manière dont les agences humanitaires peuvent forger des partenariats efficaces qui aident à garantir l'accès universel aux services.

Des organisations communautaires (OC) dirigées par des réfugiés sont apparues dans les pays d'asile pour répondre aux diverses problématiques touchant la population des réfugiés. À Nairobi, les organisations dirigées par des personnes réfugiées lesbiennes, gays, bisexuelles, trans*, intersexes et queer (LGBTIQ)¹ ou travaillant pour leur défense, se révèlent être une source de protection communautaire pleine de ressources et porteuse d'espoir. Leur contribution complète le travail plus général des agences humanitaires et, à une époque d'incertitude financière pour le HCR (l'agence des Nations Unies pour les réfugiés), elles offrent aussi d'autres alternatives d'assistance financées par le secteur privé en faveur de la communauté de réfugiés. En mettant l'accent sur le développement de la communauté dans son ensemble, ces OC associent des activités économiques à des questions juridiques, psychosociales et médicales pertinentes, promouvant ainsi le bien-être général des communautés de réfugiés et garantissant une réponse holistique à la question de l'autosuffisance.

Les agences humanitaires peuvent encourager et favoriser le développement des OC par des activités de plaidoyer externes, renforcer leurs capacités en développant et guidant leurs stratégies organisationnelles et en renforçant leurs mécanismes de responsabilité financière, et cultiver des réseaux et des contacts avec des organisations partenaires potentielles (y compris d'autres OC dirigées par des réfugiés). Parallèlement, les agences devraient demeurer conscientes du besoin d'encourager un large réseau d'OC qui tiennent compte de la diversité des communautés de réfugiés. Si elles ne prêtent pas attention aux divisions qui existent déjà entre les différentes communautés, les agences pourraient renforcer les structures de pouvoir inégalitaires et éloigner encore davantage les personnes déjà marginalisées. De plus, il faut définir clairement la nature et la portée de tout partenariat entre une agence et une OC dirigée par des réfugiés. L'OC devra-t-elle devenir, par exemple, un partenaire d'exécution,

ou s'agira-t-il d'une collaboration pour atteindre des objectifs stratégiques communs ? Les questions de présence, de transparence et de viabilité (trois éléments clés pour établir et maintenir des relations saines) doivent toutes être suffisamment étudiées.

Les organisations communautaires LGBTIQ dirigées par des réfugiés à Nairobi gèrent divers programmes pour répondre aux besoins spécifiques des personnes LGBTIQ. Ces programmes incluent :

Santé communautaire : Une organisation communautaire a mis à profit les compétences et la formation médicales dont disposaient certains membres de la communauté des réfugiés pour fournir des formations de santé à des groupes de clients LGBTIQ, dont l'accès aux services peut être limité pour cause de discrimination. Ces travailleurs de la santé communautaire réfugiés ont ensuite sensibilisé des segments ciblés de la communauté plus large de réfugiés à différentes questions, telles que la santé sexuelle (pour les personnes exposées au risque de pratiquer ou pratiquant le sexe de survie), les maladies transmissibles (pour les personnes vivant dans des logements communaux) et les soins de santé prénatals et maternels (pour les femmes lesbiennes, bisexuelles et queer (LBQ)). Les responsables de ces programmes identifient également des partenaires de santé adaptés et établissent et renforcent les systèmes d'orientation.

Soutien psychosocial : Une organisation communautaire de Nairobi organise une séance mensuelle de soutien en groupe pour les réfugiés vivant avec le VIH. Cette organisation a forgé des partenariats avec des conseillers nationaux qui ont déjà travaillé avec des personnes LGBTIQ. Ces conseillers animent les séances et forment les membres de l'OC afin de garantir la viabilité des programmes. Des conseils individuels sont également disponibles via un système d'orientation établi entre l'OC et les conseillers. Une autre organisation communautaire cherche à atténuer les effets négatifs de l'isolement social sur les réfugiés LGBTIQ et encourage

le développement communautaire par le biais d'un programme de coaching qui développe leurs compétences sportives et artistiques.

Protection juridique : Comme la sécurité physique est une question importante pour l'ensemble des réfugiés LGBTIQ, une OC a établi un partenariat avec une organisation communautaire parajuridique locale qui offre une assistance juridique aux réfugiés sous la forme d'un accompagnement au poste de police, de formations parajuridiques et de logement et de réinstallation d'urgence.

Initiatives de subsistance : L'un des aspects essentiels d'une stratégie de protection holistique est de transmettre des compétences professionnelles aux réfugiés LGBTIQ. Plusieurs organisations communautaires dispensent des cours destinés à transmettre aux réfugiés LGBTIQ des compétences leur permettant de subvenir à leurs besoins, notamment la coiffure, l'électronique et la réparation de téléphones, la couture, la fabrication de bijoux en perle et de produits artisanaux et l'élevage de volailles.

Ces initiatives tirent profit des compétences et des talents dont les réfugiés LGBTIQ disposent déjà, ce qui est crucial. Elles envoient ainsi un message puissant aux réfugiés en leur montrant qu'ils sont capables d'entrer en contact avec les agences en posant leurs propres conditions et de prendre en main leurs propres problèmes. Comme l'a dit un réfugié à ce sujet :

« Si vous renforcez les capacités de la communauté à participer à ces projets, elle ne se fera pas [autant] de souci car elle reçoit des services d'acteurs autres que les agences humanitaires. »

Agences humanitaires : soutenir les organisations communautaires dirigées par des réfugiés LGBTIQ

Le responsable d'une organisation LGBTIQ dirigée par des réfugiés a suggéré la manière dont les agences pourraient mieux soutenir ces organisations :

« La première étape consiste à reconnaître que nous sommes ici. Pourquoi le HCR n'agit-il pas comme un pont entre toutes les organisations communautaires ; non seulement entre les groupes basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, mais aussi les autres groupes ? Nous nous attendons à ce que les agences apportent un plus grand soutien à nos projets. À l'heure actuelle, nous n'avons pas besoin de l'argent provenant du HCR, nous avons besoin qu'il nous guide. Nous avons besoin de réseaux. »

Ce responsable a ensuite suggéré que le HCR devrait formuler une stratégie de soutien à long terme, ce qui devrait faciliter les relations entre les communautés de réfugiés et les tiers (tels que les organisations donatrices) qui soutiennent les initiatives LGBTIQ. À terme, le HCR remplirait un rôle de renforcement des capacités et agirait globalement comme un mentor pour les OC émergentes.

Dans leur réponse à une enquête sur les besoins non satisfaits, trois organisations communautaires LGBTIQ dirigées par des réfugiés à Nairobi ont cité la nécessité d'élaborer des stratégies à plus long terme, y compris des plans de succession, afin de garantir la continuité du leadership. Elles ont également souligné le besoin de développer des cadres financiers généraux pour guider les programmes, les initiatives commerciales et les projets, mais aussi pour développer des procédures de gestion financière. Enfin, elles ont identifié d'autres besoins, dont les suivants : l'élaboration de procédures de suivi et d'évaluation pour les projets (qui soient alignées sur les normes appliquées par les autres organisations professionnelles), l'interaction et le partage des meilleures pratiques avec d'autres organisations communautaires et agences humanitaires, et des conseils en matière d'élaboration de rapports et de demandes de subventions.

L'inclusion des OC dirigées par des réfugiés aux réseaux professionnels est essentielle au développement de ces capacités internes. En s'inspirant et en apprenant des expériences d'autres organisations établies, les OC dirigées par des réfugiés peuvent se développer, être soutenues et potentiellement devenir des partenaires pour fournir des services aux communautés de réfugiés. Le HCR devrait rechercher le bon équilibre entre les avantages d'un tel développement et le besoin de préserver l'autonomie des réfugiés vis-à-vis de leurs propres initiatives. Elle devrait également étudier rigoureusement la question du soutien financier, en particulier les divisions qui pourraient apparaître si elle soutenait certaines OC plutôt que d'autres. Dans le cadre de ce soutien financier, le processus de sélection doit être accessible et transparent et prendre en compte les vulnérabilités particulières des communautés de réfugiés. Les leaders des OC ont également besoin d'un soutien non financier, par exemple de formations et de mentorat, afin de développer leur potentiel.

Certains réfugiés LGBTIQ estiment que les OC pourraient également faire le lien entre leurs propres communautés marginalisées et la communauté plus large des réfugiés : « Pourquoi n'entrons-nous pas en contact avec les autres groupes ? Je ne veux

juin 2018

www.fmreview.org/fr/economies/protection-sociale.pdf

pas rester [à travailler avec ma propre OC], qui se consacre uniquement à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre. En tant que réfugiés, nous devons former une communauté complète. » Les responsables des OC sont en contact avec un groupe plus général de réfugiés non-LGBTIQ, y compris des responsables d'autres OC en vue de développer leurs réseaux professionnels. En plus d'ouvrir de nouvelles possibilités d'emploi pour les réfugiés LGBTIQ, il est également possible que ces réseaux professionnels se transforment en forums de dialogue social et en puissants outils permettant de faire avancer les droits LGBTIQ.

Réseaux et diversité

À Nairobi, les structures de leadership de nombreuses organisations communautaires LGBTIQ sont dominées par des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH). Les femmes sexuelles LBQ ont exprimé leur crainte de ne pas être représentées au sein de ces organisations ou forums, où des décisions qui ont des répercussions sur leur communauté sont prises : « Si vous n'êtes pas une personne masculine, vous ne pouvez pas parler. Même dans les réunions, les garçons dominent. Nous devons habiliter les lesbiennes à s'exprimer. »

Alors que l'influence des structures des OC grandit, les membres des communautés marginalisées peuvent voir leur espace d'expression se réduire dans les processus décisionnels. De plus, comme les OC endossent le plus en plus souvent le rôle d'interlocuteur entre le HCR et d'autres réfugiés, certains risques apparaissent, notamment la monopolisation des structures de leadership, la non-identification de cas vulnérables, la méfiance entre les membres de la communauté et diverses questions à propos de la présence des agences et de la portée de leur assistance. Les communautés de réfugiés peuvent devenir polarisées, et même politisées, par les dynamiques de pouvoir intrinsèques aux relations entre les agences humanitaires, les partenaires privés et les OC, en particulier lorsqu'un soutien financier est apporté. Pour éviter cela, les agences (y compris les acteurs du secteur privé) doivent rester conscientes des divisions potentielles que leurs engagements auprès des OC pourraient entraîner et chercher à promouvoir des structures de leadership diverses parmi les réfugiés, tout en restant sensibles aux dynamiques sociales complexes des communautés de réfugiés. Il faut reconnaître que les HSH sont proportionnellement plus nombreux que les autres communautés (y compris les communautés LBQ, trans* et intersexes), sont soutenus par un solide réseau d'organisations travaillant à leurs

côtés et se font généralement entendre davantage que les membres des autres communautés.

Ces problématiques amènent également de nouvelles questions qui restent à élucider, notamment dans quelle mesure les agences humanitaires seraient-elles disposées à élargir leurs partenariats avec des OC dirigées par des réfugiés. Les conséquences sociales du financement d'initiatives communautaires par des agences humanitaires n'ont pas encore fait l'objet de recherches approfondies. Ces conséquences pourraient se répercuter sur les relations et les dynamiques de pouvoir et influencer les risques de violence basée sur le genre, y compris l'exploitation sexuelle liée à la répartition inégale du capital financier entre les communautés de réfugiés. Les agences devraient étudier soigneusement les conséquences du soutien financier, et autre, qu'elles apportent aux OC, et en particulier leurs effets potentiels sur les relations et des groupes déjà marginalisés. Quel sera l'impact de ce soutien sur les relations entre réfugiés, et entre les réfugiés et les prestataires de services ? Et est-il probable que ce soutien favorise l'autonomisation générale d'une communauté ou, au contraire, qu'il favorise l'établissement de structures de leadership non représentatives qui entraveraient l'autonomisation des groupes marginalisés ?

Comme les OC ne cessent de se développer, de même que leur rôle en matière de protection des réfugiés, les interactions entre les acteurs clés (dont les OC elles-mêmes) sont plus que jamais nécessaires. Les agences doivent déterminer quel est le meilleur moyen d'exploiter les actions bénéfiques des OC, tout en évitant les effets négatifs potentiels du partenariat. Les partenaires privés et les donateurs doivent rester conscients de leur influence, s'efforcer de comprendre les problèmes et faciliter l'accès des groupes marginalisés à des financements. L'opportunité de travailler plus étroitement avec les réfugiés s'accompagne d'un devoir de prudence pour veiller à ce que le soutien apporté ne polarise pas les communautés vulnérables, pas plus qu'il ne privilégie certaines questions par rapport à d'autres pourtant tout aussi importantes.

Hester K V Moore moore@refugepoint.org

Consultante pour RefugePoint² www.refugepoint.org et responsable chargée de la réinstallation, Bureau du HCR à N'Djaména www.unhcr.org

1. « Trans* » / « trans astérisque » est un terme utilisé de manière à englober l'ensemble des identités transgenres, non binaires et non conformes à leur genre.

2. Cet article est basé sur 'Disaggregating LGBTIQ protection concerns: experiences of displaced communities in Nairobi', écrit pour RefugePoint par le même auteur.



« Butterflies With New Wings » (« Les papillons aux nouvelles ailes ») est un réseau de femmes œuvrant pour aider et protéger d'autres femmes, souvent déplacées, ayant été victimes des violences provoquées par le conflit armé en Colombie. En 2014, ce réseau s'est vu décerner la distinction Nansen pour les réfugiés de l'HCR.

